

7 Jours Filpac CGT

N°63 – mardi 10 déc. 2013

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gersin@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Les syndicats de la Filpac CGT veulent libérer l'information, la presse et les sociétés de l'information de l'emprise des banques qui se livrent à une campagne de destruction des emplois. Ils lancent, dans le Papier en particulier, une campagne pour une augmentation générale des salaires et pour la protection sociale.

Le présent 7 Jours, à 3 semaines de 2014, propose un cadre général à cette démarche revendicative fédérale : l'objectif de la transformation sociale contre la collaboration et la soumission à l'austérité. Sortir de l'économie du désastre, en finir avec le poison de la collaboration avec la politique d'austérité. Ambition ? C'est ça ou la dépression. La Filpac CGT préfère à la soumission la préparation du « tous ensemble ». **Vous aussi ?**

2014 : on fait dans la Collaboration ou on prépare la Libération ?

La collaboration en 2013 a été un échec, la preuve par l'ANI

Les banques étranglent la Presse, contrôlent l'information et licencient son personnel (dans la presse et dans la banque), le Papier subit les concentrations sans fin, comme la Publicité et l'Édition... L'ANI, l'accord Medef CFDT devenu en juin une loi de Hollande, est un outil de la collaboration avec le patronat. Présenté comme une défense de l'emploi, il n'a été qu'un corridor vers plus de licenciements, plus de destruction d'usines et d'entreprises. Il a musclé l'offensive patronale contre les salaires, pour la mobilité et la précarité. Quand un accord de réduction des salaires est signé, il précède de nouveaux licenciements, comme à Peugeot ! Et « les accords de maintien de l'emploi » ? Bien malin celui qui en connaît un...

Cet ANI n'est pas un moindre mal, mais une boîte de Pandore. Dans la foulée des destructions quotidiennes d'emplois, le patronat exige du gouvernement et des syndicats domestiqués la fin des Prud'Hommes, par la liquidation des élections des conseillers au suffrage des salariés. **Qu'il ne compte pas sur la CGT !** Il s'agit d'une conséquence de l'ANI qui a multiplié les obstacles de recours aux tribunaux prud'homaux, et a fixé de façon préalable, en lieu et place des Prud'hommes, un barème low cost d'indemnisation du licenciement !

Collaboration ? En toute liberté, le Medef, la CGPME et l'UPA d'un côté, la CFDT, la CGC et la CFTC de l'autre, dès juin 2011 au terme d'une année de réunions discrètes, ont signé un accord programmatique sur la **compétitivité**. Ô surprise, dès son élection, Hollande se rangeait à l'avis d'un patron, Gallois, pour faire de son rapport sur la **compétitivité la bible** de sa politique.

Compétitivité ? Un mot magique pour dire que la crise du système capitaliste n'existe que du fait de l'excès des salaires et des dépenses publiques (hôpitaux, postes, transports, etc.). **Compétitivité ?** Medef et CFDT, par leur « *constat partagé* », concluent que les concessions unilatérales des salariés doivent se multiplier de façon à favoriser l'investissement des patrons. Lesquels en rient encore : ils ne veulent pas investir, juste sauvegarder leurs profits, la preuve la plus récente est fournie par EADS...

Compétitivité ? Le salaire des retraités est trop élevé, a décidé le patronat. Le gouvernement s'est exécuté, il a désindexé les pensions et augmenté le temps de travail à 43 annuités pour baisser la valeur globale de la pension.

2014 : on continue dans l'économie du désastre ?

Dans 3 semaines, la nouvelle année va commencer par une salve d'artillerie : augmentation de la TVA, des impôt directs, stagnation ou baisse des salaires et des prestations santé. Et un chômage de masse, installé au sommet du désastre.

Alors, collaborer ? Le gouvernement organise dès janvier une grand'messe pour « remettre à plat » l'impôt. Dans le cadre de la **compétitivité**, il s'agit d'alléger les impôts des patrons pour les refiler aux salariés, actifs, chômeurs et retraités. Et, au passage, avancer vers la fiscalisation de la Sécurité sociale, c'est-à-dire sortir de la solidarité.

Dans la presse, les échéances de destruction d'emplois se précisent. Dans le Papier, les NAO vont être le théâtre d'une offensive patronale contre le salaire et pour la désignation de complémentaires santé en baisse.

Que faire ? Subir l'austérité pour l'éternité et se lamenter ? Ou s'indigner pour agir ensemble et sortir du désastre ? Collaboration ou Libération ?

Se libérer du désastre économique

Préparer la transformation sociale

Par où commencer l'année 2014 ? Voici **4 exigences** concernant les points névralgiques qui ouvrent la porte de sortie de l'austérité et du désastre.

En finir avec le chantage de la dette par la fin de l'emprunt public aux marchés privés

La dette représente presque tout le montant annuel des richesses créées (le PIB). Et cette dette est siphonnée par les banques, qui spéculent dessus ! En finir avec cette absurdité qui fournit le prétexte à l'austérité, c'est possible du jour au lendemain. Il faudra bien sûr se payer les banquiers, qui ne voudront pas facilement mettre fin à leur hold-up permanent.

Ce qui a été possible pendant des dizaines d'années, après la Libération, l'est aujourd'hui : c'est la république démocratique qui doit commander à la banque. Les sociétés bancaires doivent se soumettre aux ordres de l'Etat pour lui fournir les moyens de ses dépenses publiques. Il est parfaitement possible de revenir sans délai sur la loi française des années 1970, relayée plus tard par les diktats de l'Union européenne, qui établit que seules les banques privées ont le droit de fournir au quotidien les capitaux disponibles.

Constituer un pôle public financier et prendre le contrôle des banques

Reprenre les manettes, c'est les enlever des mains des banquiers. Ces marchands d'argent jonglent avec la richesse que nous produisons. Ils doivent être ramenés à leur fonction d'origine, fournisseurs de monnaie au service des besoins de la collectivité sociale. Quelques banques, hyper concentrées, occupent à la fois la fonction de banques de dépôts obligatoires - puisque le compte courant est une obligation légale pour qui touche un salaire -, de banques d'affaires et de plates-formes internationales d'évasions fiscales et de spéculations masquées, passant en toute impunité par les paradis fiscaux.

Vu l'hypertrophie du pouvoir des banques, qui s'étend à l'industrie, il n'y a pas trois voies : ou bien c'est la collaboration avec les gestionnaires des profits industriels et financiers, et on y laissera jusqu'à notre dernière chemise, ou bien c'est la libération pour satisfaire les besoins élémentaires méprisés et ignorés aujourd'hui.

Gel des licenciements, des plans sociaux et autres départs prétendus « volontaires »

Une loi qui gèle les licenciements sous toutes leurs formes et qui protège les contrats de travail et ouvre l'emploi aux jeunes, voilà le besoin général ! Toutes les protections du Travail, du contrat de travail et du salarié ont été détruites : c'est le seul patron qui décide du bien fondé des destructions d'emploi, seul juge de la situation économique qui les justifierait !

Reprenre la main sur l'emploi, ce n'est ni attendre une hypothétique « reprise » ni se livrer à une course au moins disant social pour espérer attirer les investisseurs. C'est décider des investissements nécessaires au plus grand nombre, et créer les chantiers et les emplois en fonction de ces impératifs.

Augmentation générale des salaires

La croisade des patrons contre les salaires n'a d'autre motif que l'égoïsme des dominants qui protègent leurs profits et leurs biens. La spirale dans laquelle ils nous entraînent n'a pas de fond. Le mépris qu'ils affichent en qualifiant notre Travail de coût exorbitant n'a d'égal que leur irresponsabilité à l'égard de la société entière.

Le salaire est la mesure de la vente de notre qualification selon le rapport des forces. Mais il est en même temps ce qui tire la demande intérieure, c'est-à-dire le moteur de l'économie. Le salaire est de la même façon ce qui engendre la cotisation sociale, expression de la solidarité entre travailleurs concernant la Protection sociale (Santé, Retraite, etc.).

Ces 4 exigences appellent l'action pour le Travail. Faisons de 2014 l'an I du réveil.
La Filpac CGT apportera sa contribution à cet objectif, la transformation sociale !